

La communication de ces informations dans un délai d'un mois est obligatoire. A défaut, vous vous exposeriez à la facturation d'une pénalité mensuelle de 7.62€ prévue par la réglementation

N° Indigo 0 820 20 11 39

0,09 € / min TTC

IMMOBILIERE 3F

Le 25 octobre 2011

GARD A57G3 3 1152421 3506L-0130

OBJET : Enquête occupation
LOI n°2009-526 du 12 mai 2009
Décret n°2009-716 du 18 juin 2009

Vos références :

0, intitulé de compte :

94240 L HAY LES ROSES

Madame, Monsieur,

La réglementation en vigueur impose aux bailleurs sociaux d'enquêter tous les deux ans les locataires de leur parc sur leur situation familiale, leurs ressources et leur activité professionnelle.

Afin de répondre à cette obligation, nous vous demandons :

- de remplir le **questionnaire** joint et de nous le retourner **avant lundi 5 décembre 2011**,
- de joindre la copie **complète** (les 4 pages) du dernier avis d'impôt que vous avez reçu, à savoir **l'avis d'impôt sur le revenu 2011** (portant sur les revenus perçus en 2010) du ou des titulaires du bail, **ainsi que de toutes les personnes occupant le logement**
- de joindre les **pièces justificatives** indiquées dans la notice explicative jointe.

Passé cette date et comme le prévoit la loi, une pénalité mensuelle actuellement fixée à 7.62€ vous sera appliqué

Pour toute information sur cette enquête, nous vous invitons à vous connecter sur notre site www.groupe3f.fr ou à appeler le numéro de téléphone Indigo indiqué en haut de ce courrier.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le Directeur Départemental
Virginie Ledreux-Gente



2700149277



214967 0 OCC

QUESTIONNAIRE OCCUPATION
SITUATION PREVISIONNELLE AU 1^{ER} JANVIER 2012
A RETOURNER AVANT LE
5 DECEMBRE 2011



Merci de nous retourner ce questionnaire complété, daté, signé et accompagné, pour chaque personne occupant le logement de la copie complète (les 4 pages) du dernier avis d'impôt que vous avez reçu, à savoir l'avis d'impôt sur le revenu 2011 (portant sur les revenus 2010)

NOM PRENOM

REFERENCES

SITUATION PROFESSIONNELLE

A CHARGE A SENS FISCAL

SITUATION FAMILIALE

LIEN DE PARENTÉ

F

G

D

E

A LE LOCATAIRE
 M. Mme Mlle

Né(e) le :

Nom :

Prénom :

Numéro Téléphone :

si cette situation est inexacte
remplissez intégralement ce cadre

 Célibataire Séparé
 Marié Divorcé
 Veuf PACS
 Vie maritale

 CDI (ou fonctionnaire) Apprenti Oui Non
 CDD, stage, intérim Etudiant
 Artisan, commerçant, profession libérale Retraité
 Chômage Autre
B AUTRE TITULAIRE DU CONTRAT : LE (LA) CONJOINT(E), OU LE (LA) CONCUBIN(E)
 M. Mme Mlle

Né(e) le :

Nom :

Prénom :

si cette situation est inexacte
remplissez intégralement ce cadre

 Célibataire Séparé
 Marié Divorcé
 Veuf PACS
 Vie maritale

 CDI (ou fonctionnaire) Apprenti Oui Non
 CDD, stage, intérim Etudiant
 Artisan, commerçant, profession libérale Retraité
 Chômage Autre
C AUTRE OCCUPANT
 M. Mme Mlle

Né(e) le :

Nom :

Prénom :

si cette situation est inexacte
remplissez intégralement ce cadre

 Célibataire Séparé Enfant Petits enfants
 Marié Divorcé Père Grands parents
 Veuf PACS Mère Autre relation
 Vie maritale Frère/Soeur

 CDI (ou fonctionnaire) Apprenti Oui Non
 CDD, stage, intérim Etudiant
 Artisan, commerçant, profession libérale Retraité
 Chômage Autre
C AUTRE OCCUPANT
 M. Mme Mlle

Né(e) le :

Nom :

Prénom :

si cette situation est inexacte
remplissez intégralement ce cadre

 Célibataire Séparé Enfant Petits enfants
 Marié Divorcé Père Grands parents
 Veuf PACS Mère Autre relation
 Vie maritale Frère/Soeur

 CDI (ou fonctionnaire) Apprenti Oui Non
 CDD, stage, intérim Etudiant
 Artisan, commerçant, profession libérale Retraité
 Chômage Autre

Je soussigné(e), certifie sur l'honneur l'exactitude des réponses notées ci-dessus.

Date et signature obligatoires

SIGNATURE

Fait à

le :

Les informations ci-dessus sont strictement nécessaires à l'établissement de votre situation par rapport au plafond de ressources. Ces informations nominatives sont exclusivement à l'usage de notre société et ne peuvent être communiquées à des tiers, sauf à des organismes publics pour répondre à des obligations légales. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de ces données auprès de nos services.